

---

## Le Web en Russie : de la virtualité à la réalité politique ?

---



Julien Nocetti

*Mars 2012*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2012**

**ISBN : 978-2-86592-988-7**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [urbanczyk@ifri.org](mailto:urbanczyk@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

## Auteur

---



Julien Nocetti est chercheur associé au Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 2009. Diplômé en relations internationales et en géopolitique de l'espace postsoviétique, il consacre ses recherches au potentiel politique du Web en Russie et à l'interaction entre les enjeux de gouvernance de l'Internet et la politique étrangère russe.

### ***Sélection d'articles de l'auteur sur le sujet***

- « [Russia's Virtual : The New Reality ?](#) », *openDemocracy Russia*, 14 décembre 2011;
- « [“e-Kremlin” : pouvoir et Internet en Russie](#) », *Russie.Nei.Visions*, n° 59, avril 2011 ;
- « [De WikiLeaks à l'e-G8 : le Web contre les États ou l'inverse ?](#) », in T. de Montbrial et P. Moreau-Defarges, *Ramses 2012*, Paris, Dunod, 2011 (avec T. Gomart) ;
- « [La diplomatie d'Obama à l'épreuve du Web 2.0](#) », *Politique étrangère*, n° 1, 2011.

### ***Pour contacter l'auteur***

e-mail : [nocetti@ifri.org](mailto:nocetti@ifri.org)

adresse postale : Ifri, 27, rue de la Procession, 75015, Paris

fax : +33 1 40 61 60 00

# Sommaire

---

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>LE RAPPORT DES AUTORITES RUSSES AU WEB .....</b>	<b>5</b>
<b>L'Etat, primus inter pares du Runet.....</b>	<b>5</b>
<i>Medvedev, « blogueur-en-chef ».....</i>	<i>5</i>
<i>Le numérique, ressource stratégique.....</i>	<i>7</i>
<b>Le débat sur la gouvernance d'Internet en Russie .....</b>	<b>8</b>
<i>Les partisans d'un Internet libre .....</i>	<i>9</i>
<i>Les tenants d'une approche régulatrice .....</i>	<i>9</i>
<b>Vers une russification du Web .....</b>	<b>11</b>
<i>Modeler l'espace informationnel russophone.....</i>	<i>11</i>
<i>Un Internet souverain ? .....</i>	<i>13</i>
<b>QUEL IMPACT POLITIQUE DU WEB EN RUSSIE ?.....</b>	<b>15</b>
<b>Potentiel de mobilisation .....</b>	<b>15</b>
<i>Une prédilection pour les actions citoyennes et locales.....</i>	<i>16</i>
<i>« Démocratie dématérialisée ».....</i>	<i>17</i>
<b>« Vox bloggeri » : un potentiel surestimé ? .....</b>	<b>19</b>
<i>Clivage Internet / TV.....</i>	<i>19</i>
<i>Une société indifférente au politique .....</i>	<i>20</i>
<b>Vers un contrôle plus étroit pendant le cycle électoral ?.....</b>	<b>22</b>
<i>Avant les législatives : angoisse et mésinterprétation.....</i>	<i>22</i>
<i>Avant les présidentielles : entre ouverture et capacités de nuisance .....</i>	<i>25</i>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>27</b>

## Introduction

---

Les 3 et 4 décembre 2011, la veille et le jour des élections législatives en Russie, une vague sans précédent de cyber-attaques a frappé les sites web de médias indépendants et de réseaux sociaux, dont *LiveJournal*, la plateforme de blogs la plus populaire dans le pays, et « Karta Narušeniy », une plateforme collaborative répertoriant les falsifications électorales. Malgré la virulence des attaques, la blogosphère russe foisonnait de comptes-rendus et de vidéos consignnant les irrégularités contestées dans les bureaux de vote.

Quelques jours auparavant, le 20 novembre, Vladimir Poutine, félicitant le vainqueur d'un tournoi international d'arts martiaux à Moscou, semble avoir été copieusement hué par les spectateurs. La vidéo de cet étalage public d'animosité à son encounter fit instantanément l'objet d'une propagation virale sur le Web et de commentaires sarcastiques sur les plateformes de blogs russes, et fut visionnée près de 3 millions de fois en l'espace de cinq jours. Le soir même, la télévision russe retransmettait l'événement en masquant les sifflets du public alors que le lendemain, les principaux journaux en faisaient un non-sujet.

Ce type d'événements est-il annonciateur de l'émergence du Web comme outil politique en Russie ? Actuellement, près de 60 millions de Russes utilisent Internet (dont 65 % de femmes). En septembre 2011, la Russie a dépassé l'Allemagne en termes de visiteurs uniques en Europe<sup>1</sup>. Dans ce contexte de croissance soutenue, médias et réseaux sociaux jouissent d'un succès comparable. Pour les uns, le Web est devenu une sphère publique à part entière où les citoyens peuvent échanger un volume toujours plus conséquent d'idées critiques et mettre en place des projets citoyens. Pour les autres, le Web ne serait qu'une « soupape d'évacuation » manipulée par des autorités avant tout soucieuses de préserver la paix sociale dans un contexte de morosité économique et de stagnation politique.

Le potentiel du Web comme arène de confrontations politiques suscite bien évidemment l'intérêt des autorités russes. Le Web a d'abord pu apparaître comme un facteur de différenciation

---

Cette étude a été réalisée avec le soutien de la Direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

<sup>1</sup> « Bilan de l'usage d'Internet en Europe pour le mois de septembre 2011 », comScore, 14 novembre 2011.

entre Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine. Alors que D. Medvedev recourt au numérique pour promouvoir son propre programme de modernisation, V. Poutine tient à la dichotomie encore très forte entre les médias traditionnels, étroitement contrôlés par l'État, et les nouveaux médias (blogs, micro-blogs et réseaux sociaux). Pour le Premier ministre, maintenir un fossé entre la télévision et le Web lui permettrait de prévenir tout scénario de révolte couplant anciens et nouveaux médias, comme cela a été le cas lors du « printemps arabe ».

Ensuite, le gouvernement russe, dans un effort de prolongement de sa légitimité sur la sphère numérique, cherche à imposer son modèle de gouvernance autoritaire à l'espace horizontal qui est celui du Web<sup>2</sup>. Cette attitude traduit des incompréhensions, non seulement face à l'émergence d'une société organisée en réseaux, mais aussi sur la nature même du Web, qui fait régulièrement l'objet de déclarations anxiogènes de la part de hauts responsables éduqués à l'époque soviétique et souvent issus des services de sécurité.

Les événements du « printemps arabe » ont accéléré la prise de conscience de la politisation du Web par les autorités russes. Dans le cycle électoral actuel, le Web est ainsi utilisé dans une finalité militante par la base et dans une logique de contre-influence par le sommet. Les élections législatives du 4 décembre 2011, qui ont vu plusieurs sites de médias indépendants et d'ONG piratés, auront-elles un effet d'entraînement avant la campagne présidentielle ?

Cette étude, qui s'appuie sur une série d'entretiens menés à Moscou (juillet-octobre 2011) et se concentre sur l'interaction entre Web et politique intérieure en Russie<sup>3</sup>, avance l'idée qu'il est de moins en moins pertinent de parler de « virtualité » à l'évocation du potentiel de mobilisation et de structuration politique permis par le Web russe.

---

<sup>2</sup> V. Strukov, « L'Internet russe: de l'utopie au pragmatisme », *Les Carnets du CAP*, n° 14, printemps/été 2011.

<sup>3</sup> Précisons que les autorités russes accordent la plus grande importance à la diplomatie numérique. Lire Th. Gomart, J. Nocetti, « La Chine et la Russie cherchent à s'imposer par la diplomatie numérique », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 2011.

# Le rapport des autorités russes au Web

---

Le Web représente un réel défi de gouvernance et de légitimité politique pour les autorités russes.

Comme dans bien des régimes autoritaires, la Russie a développé une approche stato-centrée d'Internet, lequel a pu représenter un réel facteur de différenciation entre les deux figures de l'exécutif. Il s'agit avant tout d'utiliser le Web pour préserver la légitimité du système politique en place. La démarche des autorités est aussi utilitariste : le Web est moyen pour une fin, c'est-à-dire qu'il doit contribuer en priorité à la croissance de l'économie russe sans que la stabilité politique et sociale du pays soit menacée. À cet égard, les autorités associent le numérique à la construction d'une identité nationale russe sur le Web<sup>4</sup>.

## *L'Etat, primus inter pares du Runet*

### **Medvedev, « blogueur-en-chef »**

Evoquer l'interaction entre politique et Web en Russie n'est guère possible sans considérer la personnalité de Dmitri Medvedev. Le président, en effet, s'est fait le porte-drapeau des nouvelles technologies, publiant régulièrement des vidéos sur son blog, utilisant *Twitter* et militant pour une plus large participation démocratique au moyen de l'outil numérique. D'une certaine manière, le Web lui a permis d'imposer une image plus jeune, moderne, et d'ancrer la Russie vers l'avenir.

N'oubliant jamais de vanter le potentiel économique des nouvelles technologies, il n'a pas hésité pas à aborder les questions numériques dans les enceintes internationales et lors de ses déplacements en Russie. Ainsi, au Forum économique international de Saint-Pétersbourg en juin 2011, il déclarait que la Russie devait

---

<sup>4</sup> J. Nocetti, « "e-Kremlin": pouvoir et Internet en Russie », Ifri, *Russie.Nei.Visions*, n° 59, avril 2011.

« prendre toute sa place dans l'espace numérique global »<sup>5</sup>, après avoir assuré, lors du Forum de Davos en janvier de la même année, son attachement au principe de la liberté d'Internet<sup>6</sup>.

Le numérique représente un facteur de différenciation fondamental entre D. Medvedev et V. Poutine. Souvent caricaturé en « iPhone-chtchik » – une manière de souligner avec ironie son attrait pour les nouveaux gadgets –, Medvedev est issu d'un milieu différent de Poutine, lequel ne possède pas les clés pour appréhender les enjeux numériques dans leur complexité. Certains tentent de justifier l'intérêt de D. Medvedev pour le Web par un besoin de se positionner dans le système politique russe : Poutine étant « l'homme du complexe énergétique », Medvedev aurait trouvé dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) un créneau susceptible de le crédibiliser et de porter son programme de modernisation. D'autres l'expliquent par un souhait de contourner un système politique qu'il ne contrôle pas totalement ou du moins auquel il ne fait guère confiance<sup>7</sup>.

*Le Web a pu représenter un facteur de différenciation fondamental entre Poutine et Medvedev*

Plus certainement, le Web permet de faire remonter jusqu'au président un *feedback* sur les préoccupations des citoyens russes. Ainsi, la cellule « nouveaux médias » de la présidence, qui gère notamment le blog du président, emploie quarante personnes et traite un nombre conséquent de messages reçus par le président, que cette cellule lui fait remonter<sup>8</sup>. La « remontée d'information » est centrale dans l'approche du Web de Medvedev<sup>9</sup>.

Néanmoins, au-delà d'une posture qui lui a permis d'acquérir une certaine popularité, Medvedev a pu décevoir une partie des milieux d'expertise en Russie. Sa réunion avec la communauté Internet, au printemps 2011, aurait ainsi révélé sa profonde méconnaissance de certains aspects du numérique (notamment ceux liés à l'épineux dossier des *Creative Commons*), malgré son passé de juriste<sup>10</sup>. En outre, son impuissance vis-à-vis du « clan Poutine »

<sup>5</sup> « Internet Has Become Important Political Factor – Russian President », *Interfax*, 17 juin 2011.

<sup>6</sup> Son discours est disponible sur le site <[Kremlin.ru](http://www.kremlin.ru)>.

<sup>7</sup> J. Nocetti, Séminaire international « The Internet in China and Russia: Interactions between States, Firms, and Users », Ifri, Paris, 15 septembre 2011.

<sup>8</sup> Une part non négligeable de ses membres serait issue de la Fondation pour une politique efficace, le think tank de Gleb Pavlovsky, démis de ses fonctions de conseiller au Kremlin en avril 2011 pour avoir pris publiquement position en faveur de D. Medvedev. Entretien avec une experte russe, Moscou, octobre 2011.

<sup>9</sup> Entretien avec un chercheur russe, Moscou, juillet 2011. « Meeting with Participants of the Seliger 2011 National Youth Education Forum », Gorki, 7 juillet 2011, <<http://eng.kremlin.ru/news/2528www.kremlin.ru>>.

<sup>10</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011. Le *Creative Commons* est une organisation à but non lucratif dont le but est de proposer une solution alternative légale aux personnes ne souhaitant pas protéger leurs œuvres en utilisant les droits de propriété intellectuelle standards de leur pays, jugés trop restrictifs.

l'aurait desservi à plusieurs reprises lorsqu'il s'est agi d'imposer une « ligne claire » sur les potentialités du Web dans le fonctionnement politique du pays. Surtout, son effacement au profit de V. Poutine en septembre dernier et son mutisme à l'annonce des résultats des élections législatives lui ont fait perdre sa crédibilité de dirigeant politique.

## Le numérique, ressource stratégique

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) fait partie des cinq priorités nationales énoncées par Medvedev lors de la première réunion de la Commission pour la modernisation et le développement technologique de l'économie en juin 2009<sup>11</sup>.

Avant tout, Internet est considéré par les autorités comme un levier substantiel pour la croissance et la diversification de l'économie russe. L'objectif est double : d'une part, rendre la Russie moins dépendante de la rente énergétique<sup>12</sup>. Deux tiers des exportations du pays et presque la moitié des revenus de l'État proviennent du secteur des hydrocarbures<sup>13</sup>. Il est estimé que la contribution du numérique à l'économie russe pourrait être de 5 % du PIB en 2015 (sans le pétrole et le gaz), alors qu'elle se chiffrait à 2,1 % en 2009<sup>14</sup>. D'autre part, faire d'Internet un « produit » véritablement russe, autrement dit ne plus le considérer comme une importation occidentale, tant pour des raisons de prestige que de sécurité. D'une certaine manière, la croissance de l'Internet russe procède d'une volonté des autorités de rattraper le retard technologique de la Russie sur l'Occident<sup>15</sup>.

Le caractère stratégique du numérique est tout aussi substantiel dans le domaine de l'e-gouvernance. Ce concept, qui ne soutient pas seulement un meilleur accès aux informations et aux processus politiques, mais aussi une approche participative appelée à changer les rapports entre le gouvernement et la société, permet à Medvedev de promouvoir une évolution du mode de gouvernance en Russie, notamment en court-circuitant une fonction publique

---

L'organisation a créé plusieurs licences, connues sous le nom de licences *Creative Commons*.

<sup>11</sup> Les autres secteurs concernés sont: l'efficacité énergétique, les technologies nucléaires, spatiales et médicinales. Le compte-rendu de la réunion du 19 juin 2009 est disponible sur le site <[Kremlin.ru](http://Kremlin.ru)>.

<sup>12</sup> K. Crane, A. Usanov, « Role of High-Technology Industries », in A. Aslund, S. Guriev, A. Kuchins (dir.), *Russia after the Global Economic Crisis*, Washington DC, Peterson Institute for International Economics, 2010, p. 118.

<sup>13</sup> A. Vatansever, « Russia's Oil Exports: Economic Rationale Versus Strategic Gains », CEIP, *Carnegie Paper*, décembre 2010.

<sup>14</sup> B. Banche, V. Bourtenko, O. Kotsur, *Russia Online: How the Internet is Transforming the Russian Economy*, Moscou, Boston Consulting Group, mai 2011.

<sup>15</sup> A. Wilson, « Computer Gap: The Soviet Union's Missed Revolution and its Implications for Russian Technology Policy », *Problems of Post-Communism*, vol. 56, n° 4, 2009, p. 49.

notoirement corrompue. La présidence ne cache pas son attrait pour le modèle singapourien ; des consultations entre experts des deux pays ont lieu sur une base régulière<sup>16</sup>. D'une manière générale, l'e-gouvernance est une thématique en vogue dans le milieu politique<sup>17</sup>,

*Par l'utilisation du Web, Medvedev souhaitait contourner un système politique qu'il ne contrôlait pas*

ce qui n'empêche pas D. Medvedev de critiquer la lenteur de son développement en raison de la persistance de pesanteurs bureaucratiques<sup>18</sup>. Certains experts préfèrent parler de m-gouvernance, les perspectives offertes par le développement de l'Internet mobile en Russie se révélant prometteuses, tout particulièrement dans les régions, où l'accès à l'Internet haut débit demeure plus problématique<sup>19</sup>. Actuellement, 7 % des Russes accèdent au Net *via* leur téléphone mobile. En 2013, les opérateurs télécom parient sur un doublement des revenus générés par l'Internet mobile en Russie.

Cependant, les milieux d'expertise en Russie n'hésitent pas à avancer que le potentiel du numérique pour l'économie russe n'est pas suffisamment mis en avant et ne fait pas l'objet d'une attention sérieuse de la part des autorités. V. Poutine, dans les articles de presse qu'il a consacrés à exposer son programme politique, économique et social en prévision de sa réélection, n'évoque guère le potentiel économique des nouvelles technologies de l'information.

## ***Le débat sur la gouvernance d'Internet en Russie***

La conjonction de divers facteurs – forte croissance du nombre d'internautes, politisation des outils numériques dans le monde – traduisent une polarisation sur la gouvernance du Web en Russie entre les partisans de la liberté du réseau et les tenants d'une approche plus régulatrice<sup>20</sup>. Ces deux courants promeuvent leur propre agenda et vision des opportunités, menaces et enjeux politiques liés au Web en Russie.

<sup>16</sup> Entretien avec un officiel russe, Moscou, juillet 2011.

<sup>17</sup> L'*open data*, qui s'inscrit dans une démarche de transparence et de participation des citoyens (libre accès à des informations publiques brutes par exemple), fait l'objet d'un engouement certain au niveau fédéral comme à l'échelon régional.

<sup>18</sup> « Meeting with Participants of the Seliger 2011 National Youth Education Forum », *op. cit.* [9].

<sup>19</sup> Présentation faite chez un acteur économique de l'Internet russe, Moscou, juillet 2011.

<sup>20</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, juillet 2011.

## Les partisans d'un Internet libre

Les avocats de la liberté du Net placent les valeurs originelles de l'Internet au centre : liberté d'expression et absence de contrôle de l'État sur les ressources numériques.

Ces « occidentalistes » se trouvent au sein de l'administration présidentielle, les associations professionnelles comme l'Association russe des communications électroniques et les milieux d'affaires, dont les « précurseurs » d'Internet en Russie. Citons Anton Nossik, entrepreneur du Net et blogueur classé dans l'opposition, depuis novembre 2011 directeur du développement de *LiveJournal* ; ou Andreï Kolesnikov, directeur général du Centre de coordination du nom de domaine .ru<sup>21</sup>. Ceux-ci souhaiteraient un rapprochement de la législation russe en matière de gouvernance d'Internet avec les standards européens en la matière, sans grand succès jusqu'à présent<sup>22</sup>. Ces milieux d'affaires constituent les « fers de lance » de la politique menée par D. Medvedev en matière de nouvelles technologies, selon laquelle Internet est un moyen d'impulser la modernisation et d'engendrer l'innovation dont l'économie russe a impérativement besoin.

Les blogueurs et les associations des droits de l'homme pointent, eux, les tentatives de contrôle d'Internet et les violations des droits de l'homme dont sont parfois victimes certains internautes critiques des autorités, en particulier dans les régions<sup>23</sup>. Ainsi, l'association AGORA apporte son expertise juridique devant les tribunaux pour défendre des activistes poursuivis en justice – souvent des blogueurs. Plus généralement, ils dénoncent la méconnaissance et le manque d'adaptation des autorités vis-à-vis des nouvelles technologies de l'Internet.

## Les tenants d'une approche régulatrice

Les révolutions arabes ont donné plus de résonance aux propos des « cyber-conservateurs », qui mettent l'accent sur les risques et menaces que fait peser le Web sur la stabilité politique et sociale russes. Ainsi, pour le Conseil de sécurité et les « structures de force » (ministère de l'Intérieur, FSB, Procureur général), le Web est perméable aux idées libérales en plus d'être investi par des réseaux criminels et terroristes. En mars 2011, le vice-Premier ministre Igor Setchine, proche de V. Poutine, établissait un parallèle entre la chute du régime Moubarak en Egypte et l'« implication » de *Google*,

---

<sup>21</sup> Ces deux hommes ont contribué de façon décisive au développement du Runet. Pour un portrait détaillé du premier, lire l'interview qui lui est consacrée dans M. Spiridonov, *Runetologîâ* [Runetologie], Moscou, Mann, Ivanov & Ferber, 2012, p. 163-180.

<sup>22</sup> Entretien avec un expert russe, vice-président du groupe consultatif sur l'Internet transfrontalier (Conseil de l'Europe), Moscou, octobre 2011.

<sup>23</sup> Lire D. Gainutdinov, P. Chikov, *Threats to Internet Freedom in Russia, 2008-2011*, AGORA, juin 2011.

laissant entendre qu'un « scénario identique » était réservé à la Russie. Peu après, le responsable du centre de protection de l'information et des communications spéciales du FSB, Alexandre Andreïetchkine, assimilait *Skype* et *Hotmail* à une menace pour la sécurité nationale de la Russie.

Il s'agit pour eux d'étendre le modèle de souveraineté étatique à Internet. Priorité est ainsi donnée à la défense de la sécurité nationale, même si la doctrine de sécurité de l'information, qui date de 2000, ne mentionne à aucune reprise le mot « Internet »<sup>24</sup>. Plusieurs hauts responsables issus des « structures de force » se sont exprimés publiquement depuis le second semestre 2011 dans le sens d'un contrôle plus étroit du Web<sup>25</sup>. Ces propos anxiogènes doivent se lire dans le contexte post-révolutions arabes, lesquelles ont suscité l'inquiétude de la classe dirigeante russe<sup>26</sup>.

Qualifiés de « slavophiles 2.0 », les cyber-conservateurs se trouvent également au sein du parti Russie unie et des organisations de jeunesse qui lui sont affiliées : Nachi et l'Agence fédérale pour la jeunesse, dont le responsable, Vassili Yakemenko, pilote une « riposte numérique » du pouvoir avant les échéances électorales<sup>27</sup>. Les membres de ces organisations seraient par ailleurs particulièrement actifs en matière de cyber-attaques, notamment contre les sites d'opposants, ceux de blogueurs critiques à l'égard du pouvoir et les plateformes les hébergeant<sup>28</sup>. Le *hacking* de plusieurs sites d'informations indépendants (*Kommersant*, *Ekho Moskvyy*, etc.), de l'ONG Golos et de la plateforme de blogs *LiveJournal* le jour des élections législatives (4 décembre 2011) en est l'illustration.

*Pour les cyber-conservateurs, il s'agit d'étendre le modèle de souveraineté étatique à Internet*

Par ailleurs, la lutte contre la pédopornographie dans le monde numérique – phénomène non spécifique à la Russie –, est souvent exploitée comme une porte d'entrée vers un raffermissement du contrôle de l'État sur le Web<sup>29</sup>. En Russie, le mouvement pour la sécurité des enfants sur le Net a pris de l'ampleur, jusqu'à se muer

<sup>24</sup> Le texte est disponible sur le site du ministère russe des Affaires étrangères : <[www.mid.ru/bdcomp/ns-osndoc.nsf/1e5f0de28fe77fdcc32575d900298676/2deaa9ee15ddd24bc32575d9002c442b!OpenDocument](http://www.mid.ru/bdcomp/ns-osndoc.nsf/1e5f0de28fe77fdcc32575d900298676/2deaa9ee15ddd24bc32575d9002c442b!OpenDocument)>. La *Stratégie de sécurité nationale jusqu'à 2020*, adoptée le 12 mai 2009 par le Conseil de sécurité russe, ne le mentionne qu'une seule fois. La doctrine militaire, amendée en février 2010, englobe Internet et la cyber-sécurité sous le terme plus vague de « sécurité de l'information ».

<sup>25</sup> Voir infra l'implication politique de ces déclarations.

<sup>26</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011.

<sup>27</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011. Notons que V. Yakemenko emploie l'expression de « génération du retweet » pour qualifier les jeunes contestataires qui ont fait usage du Web 2.0 pendant les élections législatives de décembre dernier. I. Azar, « Poka ne zagorâtsiâ zdaniâ » [La maison ne brûle pas encore], <[Lenta.ru](http://Lenta.ru)>, 17 janvier 2012.

<sup>28</sup> Entretien avec plusieurs experts et activistes russes, Moscou, juillet/octobre 2011.

<sup>29</sup> M. Mueller, *Networks and States : The Global Politics of Internet Governance*, Cambridge, MIT Press, 2010, p. 190.

en porte-parole zélé de la régulation des contenus numériques<sup>30</sup>. À titre d'exemple, la « Ligue pour un Internet sûr » ou la « Fondation pour un Runet amical », deux organisations non-gouvernementales affiliées à la Chambre civique de la Fédération, ont développé un argumentaire faisant du Web un vivier de pornographes et de pédophiles<sup>31</sup>, un argumentaire en ligne avec les propos de V. Poutine (« 50 % du contenu du Web est pornographique »<sup>32</sup>). Avec l'évolution prochaine des extensions de noms de domaine<sup>33</sup>, ces acteurs se sont positionnés pour lancer un nom de domaine .дети (.enfants)<sup>34</sup>. En décembre dernier, quelques jours après l'annonce des résultats des élections législatives, la Ligue pour un Internet sûr a proposé un projet de loi, élaboré avec des industriels et le gouvernement, dans l'objectif d'obliger les opérateurs à bloquer les sites affichant un contenu « illégal » (pédopornographie, sites « extrémistes »)<sup>35</sup>. Ces actions, pour les « occidentalistes », sont une manière de masquer les vrais débats autour du numérique et de contrôler le Web de façon détournée<sup>36</sup>.

## Vers une russification du Web

Multipliant les projets dans la sphère numérique, l'État est un acteur « proactif » du Web, qui tente de modeler l'espace d'information national et de diffuser des messages politiques qui lui sont favorables. L'objectif est de « russifier » le Net, c'est-à-dire de calquer les frontières numériques sur les frontières physiques, afin de faire émerger une « voie russe » sur le Web.

## Modeler l'espace informationnel russophone

La politique des autorités s'articule autour de deux axes. En premier lieu, le président s'est attaché, depuis 2008, à intégrer les

---

<sup>30</sup> La « Semaine de l'Internet russe », qui s'est tenue à Moscou en octobre 2011, a placé la sûreté d'Internet au centre des débats. La thématique a donné lieu à de longs échanges entre le ministre des Télécommunications, plusieurs parlementaires, des experts et des représentants d'acteurs économiques.

<sup>31</sup> L'auteur de l'étude s'est entretenu avec les directeurs de ces deux agences, dont le discours est particulièrement véhément.

<sup>32</sup> V. Lastochkine, « Putin skazal vsû pravdu ob Internet : 50 % – eto pornografiâ » [Poutine dit la vérité au sujet d'Internet : 50 % est de la pornographie], *Ural Daily*, 25 janvier 2010.

<sup>33</sup> L'ICANN, l'organe américain chargé de la gestion des noms de domaine, va dorénavant permettre aux marques et aux institutions de créer leur propre suffixe.

<sup>34</sup> A. Baâzitova, « Agenstvo strategičeskikh iniciativ sozdat detskij Internet » [L'Agence des initiatives stratégiques lance un Internet pour les enfants], *Izvestia*, 25 octobre 2011.

<sup>35</sup> A. Golicyna, *et. al.*, « Gosudarstvo hočet sozdat'v Runete černye spiski » [L'État veut établir une liste noire sur le Runet], *Vedomosti*, 14 décembre 2011.

<sup>36</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011.

technologies numériques au fonctionnement politique pour accroître la légitimité perçue du système politique russe. À cet égard, les hommes politiques, des parlementaires aux gouverneurs, sont encouragés à se rendre visibles sur les réseaux sociaux et les blogs. L'investissement du Web par les hommes politiques russes est censé créer un sentiment de proximité entre la classe politique et des citoyens largement apolitiques, rendant plus étroite la connexion entre les habitants des régions et le pouvoir central<sup>37</sup>. Cependant, si, en mai 2010, près de 40 % des gouverneurs administraient un blog, ceux-ci restent encore relativement peu fréquentés. Ce nouveau penchant pour les technologies numériques peut se lire de deux manières. D'une part, s'en servir comme un outil de relations publiques, ce que les hommes politiques russes réalisent encore très mal, la plupart d'entre eux n'ayant qu'une compréhension limitée des enjeux numériques<sup>38</sup>. D'autre part, les politiques veulent surtout exprimer leur loyauté à l'égard du Kremlin, suivant en cela une tradition de mimétisme profondément ancrée dans le comportement de la classe politique russe<sup>39</sup>.

En second lieu, cette stratégie s'accompagne de diverses tentatives visant à impulser une régulation sophistiquée d'Internet. Si la liberté de parole est réelle sur les blogs, par contre, l'infrastructure du réseau est dans les mains de l'État – qui contrôle Rostelecom – et

*L'investissement du Web par les politiques est censé créer un sentiment de proximité avec les citoyens*

les principales firmes du Net dans celles de personnalités proches du pouvoir. Ainsi, on estime que près de 70 % des pages vues sur le Net russe appartiennent aux sites Web du groupe Mail.ru (ex Digital Sky

Technologies), qui rassemble le portail *Mail.ru*, les réseaux sociaux *Vkontakte* et *Odnoklassniki*, et participe au capital de *Facebook*, *Twitter* et de startups prometteuses comme *Groupon*, *Zynga* ou *Spotify*<sup>40</sup>. Le groupe Mail.ru est contrôlé par l'oligarque Alicher Ousmanov, un proche des deux figures de l'exécutif. Selon le président du conseil de surveillance d'un acteur économique majeur du Runet, « la totalité des réseaux sociaux russes [lui] appartiennent ». À cela s'ajoutent la création d'un corpus juridique favorable au contrôle des flux informationnels et la formation d'une communauté de « gourous de l'Internet » qui, par le biais de startups, favorisent la diffusion de messages pro-Kremlin dans les forums et

<sup>37</sup> J. Nocetti, *op. cit.* [4], p. 7-11.

<sup>38</sup> Néanmoins, certains députés montrent une vraie intelligence sur le sujet, comme le jeune vice-président de la commission pour les technologies de l'information à la Douma, Robert Chlegel, qui a livré une prestation orale brillante lors du dernier sommet de l'*Internet Governance Forum* à Nairobi en octobre 2011. Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011.

<sup>39</sup> Entretien téléphonique avec un universitaire allemand, janvier 2011.

<sup>40</sup> Son PDG, Youri Milner, a en outre investi un milliard de dollars en 2010-2011 dans des acteurs de l'Internet chinois. M. Wolff, « How Tycoon Yuri Milner Bought His Way into Silicon Valley », *Wired*, novembre 2011.

les blogs<sup>41</sup>. L'un d'eux, le député du parti Russie unie Konstantin Rykov, président du comité aux nouvelles technologies à la Douma et patron de la *startup* New Media Stars, est suspecté d'avoir planifié les cyber-attaques contre le site *LiveJournal* et la messagerie d'Alexeï Navalny en décembre 2011<sup>42</sup>. Konstantin Rykov aurait « remplacé » Gleb Pavlovski comme *spin doctor* du Kremlin depuis la disgrâce de ce dernier en avril 2011. Les portails qu'il a créés, <politonline.ru> et <vzglyad.ru>, ne cherchent pas à dissimuler leur ambition de combattre l'opposition sur le Web.

## Un Internet souverain ?

Plus généralement, l'État adopte une démarche de « russification » du Web, par une superposition de projets incitant les internautes à rester dans le cadre du cyberspace national. Le projet de créer un moteur de recherche d'État<sup>43</sup>, l'adoption de l'*open source* (logiciels libres) par les différents organes du pouvoir pour se distancer des géants américains de l'informatique<sup>44</sup>, ou le lancement d'un nom de domaine en cyrillique<sup>45</sup>, relèvent de cette logique.

Ces initiatives sont susceptibles de contribuer à isoler le Runet, malgré la nature globale d'Internet. La relative isolation du Runet n'est pas nouvelle. La « russitude » du Web russe serait une clé d'analyse : contrairement à une part substantielle du Web, de langue anglaise et dépendante d'applications et de services d'origine américaine, le Runet est à bien des égards linguistiquement et culturellement hermétique, avec des moteurs de recherche performants et très populaires comme *Yandex*, des portails web, des sites de réseaux sociaux en forte croissance et des services mail gratuits<sup>46</sup>. En 2010, le russe était la neuvième langue la plus utilisée sur le Web, au même niveau que le français.

---

<sup>41</sup> Cependant, certains des « consultants » du parti Russie unie sur le numérique, comme Rouslan Gattarov ou Alexeï Čadaev, ont récemment été écartés de leurs fonctions pour avoir pris position publiquement en faveur de V. Poutine ou de D. Medvedev. Entretien avec un expert russe, Moscou, juillet 2011.

<sup>42</sup> « Anton Nossik obvinil vice-prem'era Surkova v "kryševanii" DDoS-atak na ZhZh » [Anton Nossik accuse le vice-premier ministre Surkov d'avoir couvert les cyber-attaques sur *LiveJournal*], <*Ridus.ru*>, 29 janvier 2012.

<sup>43</sup> E. Sergina, « Kremlândeks », *RBK*, 26 mars 2010.

<sup>44</sup> Un prototype de système d'exploitation russe a été approuvé par le ministère des Télécommunications, destiné à remplacer Windows sur les ordinateurs des fonctionnaires et des écoliers de Russie. R. Dorohov, « "Russkaâ Windows" prošla pervyj kontrol' », *Vedomosti*, 28 décembre 2011.

<sup>45</sup> En octobre 2009, l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) a entériné l'utilisation de caractères ne faisant pas partie de l'alphabet latin pour les adresses Internet de premier niveau dès la mi-2010. Il est désormais possible de déposer des noms de domaine en arabe, chinois, coréen, cyrillique, hébreu et japonais.

<sup>46</sup> R. Deibert, *et. al.*, *Access Controlled: The Shaping of Power, Rights, and Rule in Cyberspace*, Cambridge, MIT Press, 2010, p. 19.

Ces initiatives ne vont pas sans susciter des critiques et des craintes sur l'avenir de l'Internet russe. En Russie, des craintes sont exprimées sur le fait qu'une fois les « domaines nationaux » introduits, Internet sera fragmenté en deux : d'un côté un segment global « de première classe », de l'autre un segment national « de seconde classe » ; de la même manière que nombre de Russes considèrent leur industrie automobile comme étant « de seconde classe »<sup>47</sup>. Sur le projet de lancer un moteur de recherche d'État, des voix s'élèvent pour noter qu'il n'est viable ni sur le plan pratique – les appels d'offres en Russie étant souvent utilisés pour détourner les fonds publics – ni sur le plan technique – *Yandex* servant déjà de référence en Russie<sup>48</sup>. Ces initiatives vont de pair avec un discours officiel centré autour de la souveraineté des États sur le réseau (voir infra).

Dans le fond, la modélisation de l'espace informationnel russophone et l'adoption d'une approche de « souverainisation » numérique participent à la fermentation d'une « identité russe » sur le Web. Un « imaginaire collectif » transposé sur les réseaux est ainsi formé par l'intensification des activités numériques du gouvernement et un effort de structuration du Web comme espace national<sup>49</sup>.

---

<sup>47</sup> Entretien avec un expert russe proche des milieux gouvernementaux, Moscou, octobre 2011.

<sup>48</sup> Entretien avec une experte russe, Moscou, juillet 2011. *Yandex*, bien que subissant régulièrement des pressions de l'État, est jusqu'à présent parvenue à maintenir son indépendance, qui se reflète dans la composition de son conseil d'administration, ne comprenant aucun oligarque ni membre du gouvernement.

<sup>49</sup> J. Nocetti, *op. cit.* [4], p. 13.

## Quel impact politique du Web en Russie ?

---

Le potentiel du Web comme force politique en Russie fait l'objet, depuis ces deux dernières années, d'une plus grande attention des milieux d'expertise. Les études faisant état d'une utilisation politique croissante ou, du moins, citoyenne du RuNet trouvent un écho favorable en Occident<sup>50</sup>.

De nombreux Russes se replient sur le Web, qui est perçu comme un moyen de s'exprimer, d'obtenir et de diffuser des informations alternatives. Alors que les autorités tolèrent des zones de contestation diffuse sur le Web, un nombre croissant d'internautes saisit cette fenêtre d'opportunité pour exprimer des critiques à l'égard du pouvoir et mettre en place des initiatives citoyennes contre la corruption ou l'incurie des autorités, en particulier dans les régions.

Toutefois, tant les spécificités du développement d'Internet en Russie que les particularismes de la société russe envers le politique rendent toute perspective de « révolte 2.0 » irréaliste à court et moyen termes. Les élections parlementaires (décembre 2011) et présidentielles (mars 2012) sont, de plus, l'occasion pour certains hauts responsables politiques de mettre en avant une régulation plus ferme du Web.

### **Potentiel de mobilisation**

L'adoption du Web s'est produite chez une population active sur le plan politique : les jeunes, les éduqués et les urbains. En plus d'être une source d'informations non censurées, le Web constituerait une sphère publique alternative où l'opinion publique est façonnée et par laquelle les politiques peuvent parfois être influencées. Depuis 2008, le nombre de blogs sur le Runet est ainsi passé de 3,8 à 7,4 millions. La croyance dans le Web politique est alimentée tant par les

---

<sup>50</sup> Lire B. Etling, *et al.*, « Public Discourse in the Russian Blogosphere: Mapping RuNet Politics and Mobilization », Harvard University, Berkman Center for Internet & Society, octobre 2010; et J. Machleder, G. Asmolov, *Social Change and the Russian Network Society*, Internews, août 2011.

caractéristiques d'Internet (décentralisation, diversité des applications) que par certains particularismes de la société russe (croyance dans un Web « méritocratique » et tentation du « dernier recours »).

### Une prédilection pour les actions citoyennes et locales

L'idée selon laquelle la blogosphère servirait de substitut à la sphère publique en Russie tend à se répandre<sup>51</sup>. Son rôle est même parfois comparé à celui de la littérature au XIX<sup>e</sup> siècle ou aux médias indépendants dans les années 1990<sup>52</sup>. En effet, une attitude négative envers les institutions caractérise la société russe, alors que l'atomisation sociale conduit les Russes à se reposer principalement sur leur réseau personnel pour s'informer et s'entraider. L'émergence des nouveaux médias (blogs, réseaux sociaux, micro-blogs) prolongerait ainsi ces caractéristiques intrinsèques à la société russe en permettant aux internautes-citoyens de se mobiliser autour de causes.

*L'adoption du Web s'est produite chez une population active sur le plan politique*

En effet, l'une des particularités de la vie politique et sociale russe depuis trois ans est la tendance croissante des citoyens à exprimer leurs griefs sur le Web. Les blogs (sur *LiveJournal*) et les réseaux sociaux (comme *Vkontakte*, équivalent russe de *Facebook*) sont de plus en plus utilisés dans une finalité militante<sup>53</sup>.

Le potentiel politique et citoyen de la blogosphère est régulièrement mis en avant par les affaires de corruption révélées par des blogueurs-militants, comme celui impliquant le groupe pétrolier Transneft, dénoncé par Alexeï Navalny à l'automne 2010<sup>54</sup>. Le juriste-blogueur est devenu une figure emblématique du « Web citoyen », en particulier depuis la création de son site, <[Rospil.info](http://Rospil.info)>, compilant des preuves de trucage de marchés publics et d'affaires de délits d'initiés<sup>55</sup>. L'originalité de la démarche tient au mode de fonctionnement du site, conçu dans un but collaboratif : chaque internaute peut lui fournir des preuves de détournements de fonds, tout en étant invité à lui apporter des ressources financières (les mécènes étaient environ 15 000 au 15 janvier 2012). La méthode est depuis utilisée pour deux autres portails (<[Rosâma.ru](http://Rosâma.ru)> et <[Rosvybory.org](http://Rosvybory.org)>) réunis en Fondation en février 2012.

<sup>51</sup> M. Pipenko, « Russian Blogosphere as a Public Sphere », *Journal of Siberian Federal University*, vol. 4, n° 3, 2010, p. 526-535.

<sup>52</sup> E. Gorny, S. Walker, « Understanding the Political Effect of Russian Blogs », Washington DC, Jefferson Institute, *Analytical Brief*, 2010.

<sup>53</sup> A. Sidorenko, « Russia: Online Activism Success Stories », <[Global Voices Online](http://GlobalVoicesOnline.com)>, 25 octobre 2010.

<sup>54</sup> A. Navalny a révélé sur son <blog> que Transneft a détourné 4 milliards de dollars lors de la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique qui a coûté jusqu'à présent 17 milliards de dollars et n'est pas encore terminé.

<sup>55</sup> Lire l'interview d'Alexeï Navalny : Y. Balachova, « Ves' Naval'nyj » [Tout sur Navalny], *Novaâ Gazeta*, 7 mars 2011.

La « blogosphère politique » aborde également le terrain écologique, en particulier depuis la polémique née de la construction d'une autoroute traversant la forêt de Khimki, au nord de Moscou. La mobilisation pour la sauvegarde de cette zone protégée s'est structurée en grande partie sur la blogosphère. Des ONG, à l'instar de Bellona, se sont rapidement emparées des outils numériques pour faire connaître leur cause ou leurs revendications en matière de protection de l'environnement<sup>56</sup>, même si leurs cibles recourent de plus en plus à des agences d'e-influence.

Dans les situations extrêmes, les blogueurs sont les premiers à répandre la nouvelle et à agréger l'information. Le rôle des blogs et des micro-blogs, comme *Twitter*, a ainsi été prédominant dans la couverture médiatique des attentats du métro de Moscou en mars 2010 ou des incendies dévastateurs de l'été 2010<sup>57</sup>.

L'action d'opposition concerne désormais donc moins les figures ou les partis politiques que les actions de terrain. Le Web sert souvent de dernier recours dans des situations désespérées, comme en témoignent le recours des policiers à *YouTube* pour dénoncer la corruption dans la police, ou les manifestations d'automobilistes révoltés contre le comportement routier des voitures officielles<sup>58</sup>.

### « Démocratie dématérialisée »

Avec le Web, plus les internautes discutent de thèmes non politiques, plus ces thèmes tendent à se politiser<sup>59</sup>. L'exemple mentionné plus haut de la réaction de la blogosphère aux incendies de l'été 2010 sur le territoire russe est particulièrement révélateur de cette tendance.

Durant cet événement, les internautes ont mis à jour les carences des autorités mais ont aussi fait preuve d'une capacité à s'organiser pour lutter contre ce désastre. Des blogueurs ont créé des brigades de pompiers volontaires, se sont rendus sur le terrain et ont apporté leur aide. L'entraide a été suscitée par la prise de conscience que les autorités ne contrôlaient plus la situation et, de plus, refusaient d'en endosser la responsabilité. La présence des TIC a permis l'échange d'informations pour coordonner une collaboration efficace. Une plateforme de gestion de crise a rendu possible les offres d'entraide mutuelle (« Help Map »), qui a agrégé les informations de toutes les sources et les a organisées en catégories, géo-localisées et horodatées. L'alliance d'une communauté en ligne

---

<sup>56</sup> En avril 2011, s'est tenu à Moscou le premier forum international rassemblant des « éco-blogueurs » et des journalistes, dans le but de créer une communauté d'individus écrivant sur les problématiques environnementales et de « déployer » le potentiel des nouveaux médias pour faire face aux défis dans ce domaine.

<sup>57</sup> A. Sidorenko, « [Russian Digital Dualism: Changing Society, Manipulative State](#) », Ifri, *Russie.Nei.Visions*, n° 63, novembre 2011.

<sup>58</sup> F. Toepfl, « Managing Public Outrage: Power, Scandal, and New Media in Contemporary Russia », *New Media & Society*, juin 2011.

<sup>59</sup> Séminaire international, *op. cit.* [7].

concentrée sur une tâche, de plusieurs leaders et d'un centre de coordination sur le Web, d'un outil comme une carte interactive créée un nouveau modèle de collaboration en ligne, et qui se base sur une profonde méfiance des Russes à l'égard de leurs institutions et dirigeants<sup>60</sup>.

Pour les optimistes, la tendance est à la « démocratie dématérialisée » en Russie (*cloud democracy*). Les internautes, au moyen du *crowdsourcing*<sup>61</sup>, non seulement traqueraient les manquements de leurs dirigeants mais réaliseraient certaines tâches traditionnellement effectuées par l'État<sup>62</sup>. Autrement dit, les outils numériques permettraient, d'une certaine manière, de se substituer à l'autorité de l'État, adaptant aux réalités du XXI<sup>ème</sup> siècle la « gouvernance sans gouvernement »<sup>63</sup>.

C'est ce que proposent deux blogueurs politiques d'Ekaterinbourg dans un court opus intitulé « Démocratie dématérialisée », qui a eu une influence certaine parmi les communautés d'internautes russes<sup>64</sup>. Ils y développent leur vision d'un système de gouvernance politique basé sur l'utilisation des nouveaux outils numériques. Selon eux, le Web 2.0 permettrait la construction d'un système politique russe plus juste et transparent, en particulier au moyen d'un transfert des services publics vers le Web, ce qui permettrait d'éradiquer la corruption, d'une généralisation du vote électronique, supposé garantir le libre choix des électeurs, ou d'une « notation » permanente des hommes politiques par les citoyens au lieu d'un vote tous les quatre ans, censé contribuer à l'amélioration de l'efficacité et de l'honnêteté des gouvernants.

*D'une certaine manière, les outils numériques permettraient de se substituer à l'autorité de l'État*

Cette conscience du potentiel politico-citoyen du Web reste malgré tout embryonnaire. Le Web est avant tout utilisé en dernier recours lorsque tous les moyens classiques ont été épuisés<sup>65</sup>.

<sup>60</sup> J. Machleder, G. Asmolov, *op. cit.* [50].

<sup>61</sup> Le *crowdsourcing* (en français, externalisation ouverte) est le fait d'utiliser la créativité, l'intelligence et le savoir-faire d'un grand nombre de personnes (ici, d'internautes), en sous-traitance, pour réaliser certaines tâches traditionnellement effectuées par un employé ou un entrepreneur. Ceci se fait par un appel ciblé (quand un niveau minimal d'expertise est nécessaire) ou par un appel ouvert à d'autres acteurs.

<sup>62</sup> A. Sidorenko, « Russia: Envisioning the Cloud Democracy Utopia », <Global Voices Online>, 22 juillet 2011.

<sup>63</sup> En référence à l'ouvrage de J.N. Rosenau et E-O. Czempiel, *Governance without Government : Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

<sup>64</sup> L. Volkov, F. Krasheninnikov, *Oblačnaâ demokratiâ* [Démocratie nébuleuse], mai 2011, <<http://cdem.ru>>.

<sup>65</sup> Lire à cet effet G. Asmolov, « Networked Volunteers Save Lives of Missing Children », <Global Voices Online>, 17 octobre 2011.

## « Vox bloggeri » : un potentiel surestimé ?

Les médias et réseaux sociaux tendent à être présentés comme des vecteurs plus ou moins infaillibles de changement dans les processus électoraux ou de mobilisation populaire. Ainsi, les révoltes qui ont suivi la réélection du président iranien en juin 2009 ont été assimilées à une « révolution Twitter », tandis que les révolutions de palais qui ont secoué le Maghreb et le Proche Orient en 2011 ont été qualifiées de « printemps arabe 2.0 ». En réalité, les nouvelles technologies numériques sont avant tout des outils de communication, dont l'utilisation dépend des caractéristiques et du degré de maturité politique de chaque société<sup>66</sup>.

La Russie n'échappe pas à ce cadre d'analyse : l'écrasante majorité des internautes reste en dehors de la politique<sup>67</sup>. Dans le même temps, les autorités ont contribué à creuser un fossé entre anciens et nouveaux médias, de manière à empêcher tout risque de contagion mêlant télévision et réseaux sociaux.

### Clivage Internet / TV

Avant même les élections législatives, les incendies de l'été 2010 ont montré que la télévision reste au cœur d'un paysage médiatique étroitement contrôlé par les autorités. Les reportages montrant Vladimir Poutine aux commandes d'un hydravion ou dialoguant avec une population excédée dans les régions sinistrées ont fait l'objet d'une large couverture télévisuelle, alors que les initiatives des blogueurs n'ont jamais été mentionnées dans les reportages<sup>68</sup>.

De plus en plus, se fait jour une polarisation entre les communautés virtuelles et réelles. Certains experts n'hésitent pas à parler de l'opposition entre une « nation télévisée » et une « nation web »<sup>69</sup>. La première regrouperait l'électorat du Premier ministre Poutine, composé en majorité de travailleurs et de retraités ; alors que la seconde se compose essentiellement d'une population jeune, urbaine et éduquée. Par exemple, en 2010, 62 % des 18-24 ans surfaient régulièrement sur le Web – soit environ 1,5 fois le taux moyen national chez les adultes. L'éducation est un indicateur aussi révélateur que l'âge: parmi les individus diplômés du supérieur ou en

---

<sup>66</sup> Comme le type de régime politique, le contexte économique et social ou le taux de pénétration des TIC. Lire E. Morozov, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 2011.

<sup>67</sup> V. Milov, « Apolitičnij internet » [Internet apolitique], <*Gazeta.ru*>, 17 octobre 2011.

<sup>68</sup> Entretien avec une experte russe, Moscou, juillet 2011.

<sup>69</sup> Entretien avec une experte russe, Moscou, juillet 2011. Lire D. Volkov, « Televizor blizhe k narodu » [La télévision est plus proche de la population], *Novaâ Gazeta*, 3 mars 2011, et « Russia Should Not Miss its Chance: Development Scenarios », <*Valdai Discussion Club*>, Analytical Report, novembre 2011, p. 17.

passé de l'être, 55 % utilisent Internet, comparés aux 17 % de ceux qui ont arrêté leurs études au lycée. Dans les grands centres urbains que sont Moscou et Saint-Pétersbourg, le taux de pénétration d'Internet est de 65 %, tandis que presque trois fois plus de Russes (84 %) regardent la télévision<sup>70</sup>. La télévision, qui ne défie pas le pouvoir, demeure ainsi le média numéro un en Russie. Son auditoire se déplace pour voter, ce qui est moins le cas des jeunes urbains, qui constituent le noyau de la blogosphère active.

Le fossé entre ces deux segments de la population pose également la question de l'influence réelle des blogueurs-activistes. Ainsi, Alexeï Navalny, précédemment cité, n'était connu que par 6 % de la population russe avant les élections législatives de décembre (alors qu'il s'est fait virtuellement élire maire de Moscou en 2010 après l'éviction de Youri Loujkov). Cependant, 30 % des personnes interrogées par un sondage du Centre Levada connaissaient son slogan le plus célèbre : « Russie unie, le parti des voleurs et des escrocs »<sup>71</sup>.

## Une société indifférente au politique

Nos entretiens à Moscou conduisent à avancer l'idée d'un degré de maturité politique insuffisant – mais émergent – de la société russe.

D'une part, le Runet ne chercherait pas à changer la réalité<sup>72</sup>. Ainsi, la blogosphère tend à refléter les principales caractéristiques de la société russe : une attitude négative envers les institutions officielles et une forte dépendance à l'égard de l'environnement immédiat comme source d'information<sup>73</sup>. Ainsi, la hiérarchie de la société russe se refléterait dans la blogosphère. La plateforme de blogs *LiveJournal*, très populaire, est devenue un système très segmenté avec, d'un côté, des blogueurs influents (une vingtaine) et, de l'autre, une masse d'internautes. Pour avoir une voix dans ce système, un blogueur populaire doit parrainer un blogueur ou promouvoir un lien (un sponsor, par exemple)<sup>74</sup>. À ces facteurs d'explication, certains observateurs ajoutent le mode de communication propre aux internautes russes. Sur la blogosphère foisonne un discours informel parfois injurieux, souvent cynique et humoristique, que l'on pourrait comparer d'une certaine manière aux

<sup>70</sup> « Internet v Rossii » [Internet en Russie], Projet « Mir Interneta », Fondation opinion publique, automne 2011. Discussion de l'auteur avec le responsable de ce projet, Moscou, juillet 2011.

<sup>71</sup> Séminaire international, *op. cit.* [7].

<sup>72</sup> F. Fossato, « Russian Cyberspace – Reflecting, Not Changing Reality », <[openDemocracy Russia](#)>, 6 mars 2009.

<sup>73</sup> E. Pančenko, « Integraciâ Internet-SMI i social'nyh setej v Runete : novaâ publišnaâ sfera ili prostranstvo kontrolâ? » [La convergence des nouveaux médias et des réseaux sociaux sur le Runet : une nouvelle sphère publique ou un espace contrôlé ?], *Digital Icons*, n°5, 2011. Entretien avec l'auteur, Moscou, juillet 2011.

<sup>74</sup> Pour une lecture politique de *LiveJournal*, lire : H. McLeod, « Examining Political Group Membership on LiveJournal », *Digital Icons*, vol. 1, n° 1, 2009.

« discussions de cuisine » de l'époque soviétique, qui n'ont pas pour objectif de faire front contre l'État mais plutôt de se constituer un réseau personnel se substituant à des institutions peu fiables et inefficaces<sup>75</sup>. Sur les blogs, les deux figures de l'exécutif sont très régulièrement moquées : Medvedev est parodié sur *Twitter* par « KermlinRussia », un compte satirique. Après avoir renoncé à effectuer un second mandat en septembre dernier, il est dorénavant

*Contenir les critiques à l'égard du pouvoir sur le Web apparaît comme l'approche privilégiée jusque là par les autorités*

associé au qualificatif de « pitoyable » sur *Twitter*, alors que Poutine y est affublé du mot clé « botox », en référence à sa supposée récente mue physique. D'une manière générale, les « faux » comptes *Twitter* de personnalités politiques ou historiques russes se multiplient<sup>76</sup>, crédibilisant ainsi l'argumentaire de l'utilisation du Web comme « défouloir », ce que ne manque pas de rappeler la classe politique.

D'autre part, certains experts pointent la profonde indifférence des Russes à l'égard du politique, laquelle se prolonge sur la Toile<sup>77</sup>. L'« immobilité agressive »<sup>78</sup> moins vrai depuis décembre de la société russe représente un atout certain pour les autorités, qui cultivent le cynisme et l'apathie de leurs concitoyens. Celles-ci s'accommodent fort bien, d'ailleurs, des possibilités d'interactions illimitées offertes par le Web. Elles considèrent, dans le fond, que les blogueurs vivent dans un monde parallèle, inoffensif sur le plan politique. Concrètement, les blogs seraient utilisés par l'État comme un moyen de canaliser les opinions critiques tout en conservant intact un système politique autoritaire. Créer un groupe sur Facebook sur telle catastrophe écologique en Russie n'est guère susceptible de mobiliser les masses pour l'instant. La priorité de l'exécutif est de ne pas rompre le pacte tacite noué au début des années Poutine : stabilité et croissance économique en échange d'un rétrécissement des libertés publiques<sup>79</sup>. Pour cette raison, les autorités n'ont quasiment pas réagi aux révoltes dans le monde arabe, au risque d'ouvrir une « brèche » sur le Web. Contenir les critiques à l'égard du pouvoir – parfois très virulentes – sur le Web apparaît comme l'approche privilégiée jusque là par les dirigeants russes<sup>80</sup>.

<sup>75</sup> E. Gorny, *A Creative History of the Russian Internet*, Sarrebruck, VDM Publishing, 2009.

<sup>76</sup> A. Sidorenko, « [Russia: The Fake Political Twitter Account Phenomenon](#) », <Global Voices Online>, 25 janvier 2012.

<sup>77</sup> M. Lipman, « A Society of Political Indifference », in N. Bubnova (dir.), *20 Years without the Berlin Wall. A Breakthrough to Freedom*, Moscou, Carnegie Moscow Center, 2011, p. 83-89.

<sup>78</sup> S. Greene, « Rossiâ – 2020 : cenarii razvitiâ : Nepodvizhnoe obschestvo » [Russie–2020 : Scénarios pour le futur : société immobile], <Vedomosti>, 4 mai 2011.

<sup>79</sup> Entretien avec un universitaire russe, Moscou, juillet 2011.

<sup>80</sup> Entretien avec une experte russe proche des milieux gouvernementaux, Moscou, octobre 2011.

Plus généralement, les nouveaux médias pourraient rendre les citoyens plus passifs, en les amenant à confondre rhétorique en ligne et action politique<sup>81</sup>. Le « web activisme » ne participerait ainsi qu'à la construction de liens superficiels entre les internautes, peu propices à la prise de risque inhérente à tout activisme politique<sup>82</sup>.

## **Vers un contrôle plus étroit pendant le cycle électoral ?**

Les échéances électorales de décembre 2011 et mars 2012 ont placé – et placent – la Russie dans un contexte politique tendu. Les révoltes arabes de l'année 2011 ont créé un sentiment d'anxiété palpable chez les autorités russes, qui ont développé, autour du Web, un discours empreint à la fois de tension et de réalisme.

### **Avant les législatives : angoisse et mésinterprétation**

L'année 2011 a fait apparaître un cyberspace sous haute tension. L'affaire WikiLeaks et, surtout, les événements du printemps arabe, ont eu des répercussions dans la vie politique russe tout autant qu'ils ont montré le décalage des autorités quant aux réalités du Web<sup>83</sup>.

Par dessus tout, la frange conservatrice du pouvoir craint une contagion des révoltes du monde arabe à la Russie. Les médias et réseaux sociaux, qui ont permis de structurer la mobilisation et la contestation en Tunisie et en Egypte, font l'objet d'un discours officiel de plus en plus anxiogène au fur et à mesure que les échéances électorales en Russie approchent, ainsi que d'initiatives sur le plan international.

Ainsi, en mai 2011, l'Assemblée interparlementaire des Etats membres de la CEI a publié un projet de loi intitulé « Sur le développement d'Internet ». En septembre, avec la Chine, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, la Russie a proposé au Secrétariat général de l'ONU un document intitulé « Code de conduite international pour la sécurité de l'information »<sup>84</sup>. L'Organisation du

---

<sup>81</sup> S. Aday, *et al.*, « Blogs and Bullets: New Media in Contentious Politics », US Institute of Peace, *Peaceworks* n° 65, 2010.

<sup>82</sup> M. Gladwell, « Small Change: Why the Revolution Will Not Be Tweeted », *The New Yorker*, 4 octobre 2010.

<sup>83</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011.

<sup>84</sup> International Code of Conduct for Information Security, United Nations General Assembly, A/66/359, 14 septembre 2011. Ce document demande notamment aux signataires de s'engager à « réduire la dissémination de l'information qui incite au terrorisme, au sécessionnisme ou à l'extrémisme, ou qui nuit à la stabilité politique, économique et sociale d'autres pays, comme à leur environnement spirituel et culturel ».

traité de sécurité collective (OTSC), par la voix de son président, a annoncé vouloir contrôler les réseaux sociaux et les connexions mobiles afin d'éviter des troubles publics<sup>85</sup>. Quelques jours plus tard, le Conseil de sécurité russe et le ministère des Affaires étrangères russe, ainsi que des représentants de 52 pays, ont produit un projet de dix-huit pages d'une convention onusienne intitulée « Assurer la sécurité de l'information dans le monde ». Les autorités russes justifient cet activisme réglementaire par la militarisation d'Internet<sup>86</sup> et par le potentiel du numérique dans la « déstabilisation des Etats »<sup>87</sup>. Se fait jour à Moscou un discours officiel hautement critique à l'encontre de l'administration américaine : pour les dirigeants russes, les lois en matière de vie privée en ligne et de protection des droits d'auteur aux Etats-Unis entrent en contradiction avec les objectifs de liberté numérique promus dans les discours d'Hillary Clinton<sup>88</sup>.

Sur la scène intérieure russe, le ministre de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, est le plus haut responsable russe à s'être exprimé en faveur de restrictions sur Internet<sup>89</sup>. Le Procureur général, Iouri Chaïka, a, lui, déclaré que le contrôle de l'activité des réseaux sociaux était « rendu nécessaire dans l'intérêt de la protection des libertés civiques »<sup>90</sup>. Après les élections législatives, il a déclaré que la popularité des réseaux sociaux en Russie « profitait souvent aux citoyens extrémistes »<sup>91</sup>. Le parti Russie unie cherche également à se positionner sur ces sujets en amont des élections. Selon un expert russe, proche des cercles au pouvoir, « il n'y a pas eu un seul meeting sur le sujet des élections où le nom de Navalny n'ait été prononcé, et où des parallèles conspirationnistes avec

*La frange conservatrice du pouvoir craint une contagion des révoltes du monde arabe à la Russie*

<sup>85</sup> « Russian-Led Security Body to Monitor Social Media in Wake of Arab Spring », *RFE/RL*, 15 septembre 2011.

<sup>86</sup> Il s'agit d'une référence à la création du *Cyber Command* américain, que les représentants des structures de force russe perçoivent avec anxiété. Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011.

<sup>87</sup> E. Černenko, A. Gabuev, « Rossiâ ukazala vyhod dlâ Interneta » [La Russie montre la sortie d'Internet], *Kommersant*, 23 septembre 2011.

<sup>88</sup> Le ministre des Télécommunications, Igor Čtchegolev, développait dans une récente tribune la controverse entourant l'adoption de la loi SOPA aux Etats-Unis. Cette loi vise à élargir les capacités d'application du droit d'auteur pour lutter contre sa violation en ligne et les contrefaçons, et prévoit une série de mesures à l'encontre des sites contrevenants. Ses détracteurs la qualifient de « censure numérique ». I. Šegolev, « Miru nužen kodeks povedeniâ v seti » [Le monde a besoin d'un Code de bonne conduite pour le Web], *Vedomosti*, 20 janvier 2012.

<sup>89</sup> Il a appelé à empêcher les jeunes d'être influencés par l'« extrémisme » sur le Web. T. Balmforth, « Russian Interior Minister Alarms Bloggers, Calls for Greater Internet Controls », *RFE/RL*, 5 août 2011.

<sup>90</sup> P. Čikov, D. Kolbasin, « Zakrušivanie virtualnykh gaek » [Serrage de vis virtuels], *Moskovskiye Novosti*, 27 septembre 2011.

<sup>91</sup> I. Egorov, « Del – mnogo » [Un grand nombre de dossiers], *Rossijskaâ gazeta*, 12 janvier 2012.

l'Afrique du Nord n'aient été faits »<sup>92</sup>. Les principales préoccupations de Russie unie sont de limiter la circulation d'informations « négatives » capables d'influencer le résultat des élections et d'empêcher le Web de devenir un outil de rassemblement des masses. Au Forum Seliger de l'été 2011 – un rassemblement « éducatif » de jeunes, organisé sur une base annuelle par l'Agence fédérale pour la jeunesse – deux des séminaires ont directement évoqué de telles démarches<sup>93</sup>. La réactivité des autorités s'exprime également sur le plan législatif, avec une profusion d'appels d'offres émanant d'organes de l'Etat. Ainsi, en avril, le porte-parole du gouvernement a-t-il émis le souhait d'« étudier les expériences étrangères en matière de régulation d'Internet », dont la Chine. En octobre, le ministère de la Justice a rendu public un appel d'offres pour l'achat d'un système de surveillance de contenus en ligne dans le but de consigner les informations publiées sur le ministère et ses représentants, ainsi que sur le président et le premier ministre<sup>94</sup>. Enfin, à la même période, un organe du ministère des Télécommunications a annoncé le lancement en décembre un système de surveillance des contenus provenant de sites enregistrés comme « médias en ligne » et les commentaires, excepté les blogs et les réseaux sociaux<sup>95</sup>.

Cette conjonction de déclarations au plus haut niveau de l'Etat et de projets laisse entendre qu'une régulation plus poussée du Web est en train de se produire. Cependant, à la différence des pays arabes, la Russie possède une élite unifiée, n'a pas une jeunesse éduquée souffrant d'un chômage de masse, et a déjà prouvé sa capacité de résilience dans des contextes de crise majeure<sup>96</sup>. De plus, les autorités russes sont parfaitement conscientes du « danger » que représente pour leur maintien au pouvoir une perturbation du fonctionnement des médias – en particulier le Web. Pour ces raisons, la nervosité des autorités sur le numérique doit plus se lire comme la traduction d'une angoisse et d'une mésinterprétation de ce que représente le Web que comme une volonté d'établir une censure massive du Runet.

---

<sup>92</sup> Entretien avec un expert russe, Moscou, octobre 2011.

<sup>93</sup> « Sponge Bob Goes to War », <Sean's Russia Blog>, 13 septembre 2011.

<sup>94</sup> Consultable à l'adresse suivante: <[http://zakupki.gov.ru/pgz/public/action/orders/info/common\\_info/show?notificationId=1827595](http://zakupki.gov.ru/pgz/public/action/orders/info/common_info/show?notificationId=1827595)>.

<sup>95</sup> A. Boyarskii, S. Ragimova, V. Galimov, « Zarplata Bol'shovo brata » [Le salaire de Big Brother], *Kommersant*, 24 octobre 2011.

<sup>96</sup> A. Zikibayeva (dir.), « What Does the Arab Spring Mean for Russia, Central Asia, and the Caucasus? », CSIS, *Report*, septembre 2011. Sur le cas égyptien, lire N. Hassanpour, « Media Disruption Exacerbates Revolutionary Unrest: Evidence from Mubarak's Natural Experiment », Yale University, APSA 2011 Annual Meeting Paper, août 2011.

## Avant les présidentielles : une ouverture limitée

Le déroulement des élections parlementaires de décembre 2011 et les contestations qui ont suivi les résultats illustrent clairement cette distorsion. Ces dernières n'ont d'ailleurs donné lieu à aucune mention ni reportage dans les chaînes de télévision d'État, conférant ainsi au Web un canal d'information non négligeable sur les manifestations. Au fond, les autorités tentent de reproduire la verticalité de leur mode de gouvernance à l'espace horizontal qu'est le Web. Depuis décembre, cela s'est traduit par l'alliance d'un « hard power » prenant la forme de cyber-attaques et d'un activisme en ligne particulièrement offensif de la part des organismes de jeunesse affiliés à Russie unie, et d'une réelle

*De nombreux blogueurs gravitant autour de Russie unie se sont lancés dans une campagne virulente contre l'opposition*

ouverture des autorités vers la sphère numérique. Réputé peu technophile, ayant largement privilégié dans son accession l'outil télévisuel, Vladimir Poutine semble désormais

reconnaître le caractère incontournable du Web dans la vie politique russe. Certains propos tenus vont dans le sens d'une « tentative de séduction » d'une communauté Internet très majoritairement critique à son égard. Ainsi, le Premier ministre reconnaissait le 15 décembre, lors de son direct avec la population, que le Web est « l'espace médiatique le plus libre [en Russie] », avant d'enjoindre l'État à « faire usage du Web à des fins de psychothérapie nationale » lors d'une allocution devant le Conseil de la Fédération deux semaines plus tard<sup>97</sup>. Dans l'un de ses articles pré-électorales, consacré au développement des institutions démocratiques en Russie, V. Poutine milite pour l'avènement d'une « démocratie de l'Internet », où les citoyens de toutes les régions de la Fédération pourraient contribuer à l'élaboration et l'évaluation des lois au moyen des outils numériques<sup>98</sup>. Si le Premier ministre a un nouveau site web (<[www.putin2012.ru](http://www.putin2012.ru)>) et un compte *Twitter* de campagne (@PutinRF), ses réels conseillers Web se trouvent hors de son équipe de campagne<sup>99</sup> (voir supra). De nombreux blogueurs – souvent rémunérés – gravitant autour de Russie unie et du mouvement de jeunesse Nachi se sont lancés dans une campagne virulente contre l'opposition, dont ils pointent l'« anti-patriotisme », tout en cristallisant leurs critiques à l'encontre d'Alexeï Navalny<sup>100</sup>. Le juriste-blogueur, qui a su accroître sa visibilité par sa dénonciation de la corruption et sa charge contre le parti Russie unie, s'est rendu

<sup>97</sup> « Putin : Gosudarstvu nado narašivat' resursy v internete i na TV dliâ obščenacional'noj psihoterapii », <[Gazeta.ru](http://Gazeta.ru)>, 26 décembre 2011.

<sup>98</sup> V. Poutine, « Demokratiâ i kačestvo gosudarstva », *Kommersant*, 6 février 2012.

<sup>99</sup> En témoignent les propos de son directeur de campagne, Stanislav Govorukhin, qui, au cours d'une réunion de travail le 27 décembre dernier, avouait « ne rien comprendre à Internet », mais qu'il « y avait des moyens de lutter contre ». Vidéo de cet échange disponible sur <[YouTube](http://YouTube)>.

<sup>100</sup> M. Elder, « Polishing Putin : hacked emails suggest dirty tricks by Russian youth group », *The Guardian*, 7 février 2012.

particulièrement visible lors de la journée de protestation à Moscou du 24 décembre 2011. Cependant, nos entretiens révèlent que l'un des enjeux substantiels des manifestations pré-électorales se situe dans les régions, où les équipes des gouverneurs ont su anticiper les contestations en constituant des départements spécifiques afin de surveiller les voies discordantes sur le Web, tant par l'intimidation de blogueurs que par une politique de séduction à leur égard<sup>101</sup>.

---

<sup>101</sup> Entretien avec un chercheur russe, Moscou, décembre 2011. Lire aussi : A. Morozov, « The Cyber News Factory », *Russia Profile*, 14 décembre 2011.

## Conclusion

---

Mélange de « liberté sous contrôle » et d'utopie dématérialisée, le Web est devenu un acteur et un enjeu à part entière de la vie politique russe. Avec le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en mai 2012, un effort prospectif ne saurait exclure plusieurs scénarios possibles pour l'avenir du Web russe.

En premier lieu, le Web risque d'être le seul espace où il sera possible de « faire de la politique »<sup>102</sup>. Le verrouillage du système politique et des médias traditionnels rend toute émergence de leaders d'opposition irréaliste sur le moyen terme. L'immense popularité, chez les internautes russes, d'un « web activiste » comme Alexeï Navalny est révélatrice à la fois d'un certain malaise politique et social mais aussi des perspectives qui s'offrent au militantisme numérique en Russie. A. Navalny a su ouvrir une brèche dans la vie politique russe et se distancer des opposants traditionnels au pouvoir, trop liés aux années 1990, par l'alliance d'un thème fédérateur – la lutte anti-corruption, lancée en ligne –, d'un slogan contre le parti Russie unie qui a fait florès et d'interventions médiatiques étudiées.

En second lieu, une réémergence de la notion d'*extrémisme* n'est pas à exclure. Les multiples déclarations publiques de hauts responsables, ces derniers mois, ont toutes mises l'accent sur les menaces que fait peser le Web sur la stabilité sociale, politique et la sécurité des jeunes internautes – plus perméables aux idées occidentales que leurs aînés. Les cas de blogueurs poursuivis en justice au motif d'extrémisme seront à suivre de près pendant le cycle électoral, notamment dans les régions, où les autorités locales sont moins permissives à cette forme de militantisme.

En troisième lieu, divers scénarios de contrôle de l'Internet en Russie peuvent être envisagés : d'abord, un recours plus substantiel aux *content providers*, déjà utilisés par certaines structures paragouvernementales pour répandre des messages favorables au gouvernement ; ensuite, la mise en place d'accès restreints en fonction des sites ou des thématiques visités ; enfin, et de manière plus radicale, la création d'un Intranet national, qui viserait une superposition de la souveraineté territoriale sur Internet.

---

<sup>102</sup> N. Kononov, « 12 let v Internete » [12 ans sur Internet], <[Forbes.ru](http://Forbes.ru)>, 25 septembre 2011.

Ces différents points amènent à conclure sur la compréhension du Web par les autorités russes. Le numérique reste encore un sujet particulièrement anxiogène pour des dirigeants qui ont été éduqués à l'époque soviétique. Dans le même temps, la multiplication des projets de l'État en ligne traduisent une certaine maladresse, lequel semble croire que la technologie résoudra les problèmes de gouvernance de la Russie. Plus certainement, les récents évènements illustrent la dépendance croissante de la vie politique russe vis-à-vis des nouveaux médias. À cet effet, il est de moins en moins pertinent de parler de « virtualité ». Le prochain mandat de V. Poutine (2012-2018) risque donc d'accroître la polarisation décrite dans cette étude entre une Russie *connectée* et une Russie *hors du Web*. Cependant, l'horizon électoral de 2018 permettra d'apprécier avec plus de justesse si le Runet peut contribuer au changement plutôt que d'être un baromètre de la désillusion des Russes envers la politique<sup>103</sup>.

---

<sup>103</sup> J. Nocetti, « Russia's Virtual: The New Reality? », <[openDemocracy Russia](#)>, 14 décembre 2011.